

M.A., ex-milicien, témoigne

«Comment en sommes-nous arrivés là?»

M. A. a 39 ans.

Il en paraît 45.

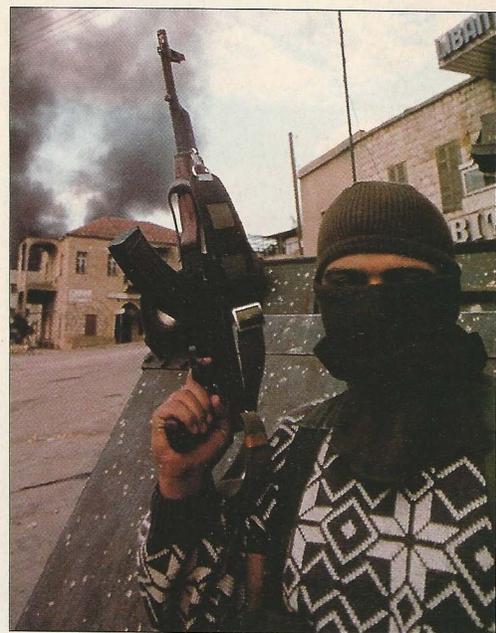
M. A. est un enfant de la guerre civile libanaise: il a pris les armes, il avait à peine 13 ans.

C'était l'été 1973. Trois mois d'entraînement pour entrer tout droit dans la guerre. Vingt-six ans plus tard, il n'en est pas encore réellement sorti : comme pendant la guerre, il garde un territoire quelque part dans Beyrouth. «C'est plus difficile, les ennemis sont plus proches, à quelques mètres de nous», dit-il en indiquant d'un geste rapide et sec un immeuble à deux cents mètres. Son regard épie sans cesse autour de lui, il parle d'une voix basse. Chacun de ses gestes est marqué de ces réflexes du passé où il fallait contrôler son territoire. Comme pendant la guerre, il monnaye les informations qu'il donne.

En cet été 73, les incidents se multiplient entre l'armée libanaise et les fedayin qui avaient pratiquement créé un Etat dans l'Etat. «Cela ne durait jamais longtemps, une médiation internationale intervenait au bout d'un mois», dit-il. Jusqu'au détonateur: avril 75, l'attaque du bus palestinien par les Phalangistes à Aïn el-Remmané. «A partir de là, les musulmans se sont dits: pourquoi les Kataëb s'en

prennent à des Palestiniens ? Parce que ce sont des musulmans ? La chasse a ensuite commencé.» La bataille des hôtels, Septembre noir. Pour M. A., c'est le début de la guerre, le partage définitif des territoires et la chasse à l'homme. «Les milices chrétiennes et l'armée partaient à la recherche des hommes de l'OLP, et de tous ceux qui portaient des armes, dans les quartiers musulmans sous leur contrôle. Chacun de nous a marqué son territoire, la guerre est devenue confessionnelle.»

Dbayé, la Quarantaine, Damour, Tell el-Zaatar... Le cycle de massacres et de vengeance commence. Les enlèvements sont autant d'actes de représailles. «C'est à partir de 1977, que le camp musulman a commencé aussi à kidnapper par vengeance. Il y avait des gens qu'ils libéraient contre de l'argent, les autres étaient tués.» Les opérations se déroulaient sur la ligne de démarcation sans véritable ordre: «On arrêtait individuellement, sans réelle consigne, abrutis par la drogue et l'alcool. A



Ils étaient enlevés chaque jour, tués, jetés à la mer; d'autres étaient exécutés sous les ponts

partir de la carte d'identité. Quatre chrétiens étaient enlevés chaque jour, ils étaient emmenés au port, tués et jetés à la mer; d'autres étaient exécutés sous le pont de Barbir; les musulmans étaient emportés à la Quarantaine, Madfoun, Safra et Jounié.»

«Ce n'était pas une guerre entre chrétiens et musulmans»

Pourtant M. A. se défend d'avoir mené une guerre entre chrétiens et musulmans. En tout cas, pas de son propre chef. «Il n'y avait pas de différend religieux entre les chrétiens et les musulmans. Ce n'était pas une guerre entre chrétiens et musulmans. Il y avait d'ailleurs des musulmans et chrétiens tant chez Amal que chez les Kataëb. Ce n'est pas nous qui avons confessionnalisé le conflit. Il y a eu l'intervention des puissances étrangères, le jeu des services de renseignement, les forces politiques»

De fait, après 1978, les enlèvements obéissent à la logique de l'appartenance politique et de son allégeance régionale; la confession et le territoire présupposent cette appartenance. On kidnappe pour en finir de l'OLP et de ses alliés, on kidnappe aux barrages selon des listes, on kidnappe par réaction à une voiture piégée lancée contre l'ennemi. «Tous ceux qui travaillaient avec l'OLP étaient arrêtés et enlevés à leur domicile. Après l'assassinat du président Bachir Gemayel, ils ont tué tous ceux qui étaient séquestrés. Tous ceux qui ont été pris jusqu'en 1980 sont morts, réduits à l'état de cendres.» M. A. est catégorique.

«A partir de 1986, les kidnappés serviront de monnaie d'échange»



Des dizaines de jeunes gens ont disparu durant les différents épisodes de la guerre. Où sont-ils aujourd'hui?



AFP

Le kidnapping, la mort, sont désormais classés dans les mémoires comme un fait de guerre

Lui aussi a été kidnappé: Après cinq jours de détention et d'interrogatoire musclé, il sera libéré en échange de trois responsables du camp ennemi. L'évocation du preneur d'otage pris à son tour ne l'émeut pas. Il classe cet épisode comme un fait de guerre. «A partir de 1986, les kidnappés serviront de monnaie d'échange. J'ai été donc échangé. C'était le jeu. Nous étions des responsables, des militaires». Les civils, eux, sont les otages des parties du conflit. Ils ne sont plus seulement libanais depuis l'affaire des otages occidentaux.

Rares parmi les civils sont ceux qui seront «échangés». Ils ne bénéficieront pas de l'immunité de M.A. Comme beaucoup d'autres. En 1983, quatre diplomates iraniens sont enlevés en territoire contrôlé par les FL malgré les contacts entrepris au préalable pour assurer leur passage. En août 1985, Alfred Kettani et Simon Jada, deux hommes de la Croix-Rouge libanaise sont pris dans la rafle qui suit deux attentats à la bombe à Karakol el-Druze et Bir el-Abed. Près de soixante personnes disparaissent alors parmi lesquels trois responsables de la Banque Centrale. Que sont-ils devenus ? M.A. répète ce que tout le monde dit.

«Tous ceux qui étaient au Liban sont morts. Il y a eu des transferts, à la fin de la guerre, ceux du port détenus par Geagea, ainsi que les diplomates iraniens. Mais cela ne concerne qu'une partie infime des kidnappés, et la plupart sont des prisonniers dits politiques. Israël en prenait aussi beaucoup pour d'éventuels échanges.»

Aujourd'hui, M.A. revoit ses compagnons d'armes, chrétiens comme musulmans. Il ne nourrit pas forcément une haine ou un désir de vengeance à l'égard de ses anciens ennemis. Sauf pour ceux qui ont tué des civils de sa communauté. Et quand on lui rappelle, que lui aussi a tué des civils, il baisse la tête: «Oui moi aussi, j'ai tué. Pour avoir un milicien, dix civils payaient le prix. Comment en sommes-nous arrivés là? Nous avons tout perdu. Tous.» ■